

Kigali - L'émissaire de l'ONU obtient des promesses

Reuters, 24 mai 1994

KIGALI, 24 mai, Reuter - L'émissaire de l'Onu Iqbal Riza, arrivé mardi à Kigali, a déclaré qu'il avait obtenu la promesse des gouvernementaux et des rebelles de rechercher une solution politique à la guerre civile qui aurait fait 500.000 morts depuis début avril.

Des tirs d'artillerie se sont poursuivis dans la journée dans plusieurs quartiers de la capitale où s'affrontent armée gouvernementale et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR).

Plusieurs pays, dont la France, ont demandé à la commission des droits de l'homme de l'Onu, réunie d'urgence à Genève, le châtement des responsables des massacres et une action internationale pour mettre fin aux affrontements.

Kofi Annan, secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de maintien de la paix, a dénoncé pour sa part "l'apathie" de la communauté internationale et son "manque de volonté politique".

L'émissaire pakistanais Iqbal Riza, arrivé à Kigali par avion en milieu de journée, a rencontré pendant deux heures le chef d'état-major de l'armée rwandaise, le général Augustin Bizimungu, qui lui a assuré que le gouvernement était favorable à un règlement négocié.

"Les deux camps m'ont dit qu'ils voulaient une solution politique. Ils m'ont dit qu'il n'y avait pas de solution militaire possible", a précisé Riza à l'issue de l'entretien.

L'envoyé onusien avait rencontré la veille les rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR) à leur quartier général de Mulindi, dans le nord du pays.

Il espère s'entretenir mercredi avec les dirigeants gouvernementaux repliés à Gitarama, à 50 km au sud de Kigali, avant de retourner chez les rebelles à Mulindi.

— Réunion à Genève —

Une trêve proclamée à l'occasion de la visite de Riza a été respectée dans le quartier où se tenait la réunion mais des tirs de mortier ont été entendus dans d'autres parties de la ville.

Les pilonnages de la nuit et de mardi matin avaient forcé 5.000 civils à fuir la capitale.

A Genève, le nouveau commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Jose

Ayala Lasso, a souligné la nécessité de dépêcher sur place une équipe d'observateurs internationaux chargés de prévenir de nouvelles atrocités.

Pour lui, les responsables des massacres "qui ont scandalisé la conscience humaine (...) doivent savoir qu'ils seront personnellement tenus responsables de leurs actes dès que les faits auront été clairement établis".

"Tous les coupables doivent être punis", a assuré le président de séance, le Néerlandais Peter van Wulfften Palthe.

La France a aussi réclamé des sanctions pénales contre les responsables des atrocités.

"La commission doit demander que les responsables des atrocités soient identifiés et les avertir qu'ils seront jugés et punis", a déclaré à Paris Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'Homme.

La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'Onu a autorisé le déploiement de 5.500 casques bleus au Rwanda. Dans les colonnes du Monde, Kofi Annan affirme n'avoir reçu "aucune offre ferme". Seul son propre pays, le Ghana, a accepté "par écrit" l'envoi d'un contingent de 700 hommes "non équipés" au Rwanda.

En Afrique du Sud, le président Nelson Mandela a déclaré dans son premier discours de politique générale que son gouvernement envisageait les moyens de contribuer à la paix en Angola et au Rwanda. /GK

(c) Reuters Limited 1994